

**BUREAUX**  
**ROUBAIX** - 65-71, Grande-Rue. Tél. 327.33 et 327.34.  
**TOURCOING** - 22, rue Carnot. Tél. 37.  
**LILLE** - 3, rue Faidherbe. Tél. 529.31.  
**PARIS** - 24, boulevard Poissonnière. Tél. France. 77.84.  
**MOUSCRON** - 105, rue de la Station. Tél. 5.64.  
**ANCIENS DIRECTEURS**  
 Jean Reboux  
 Alfred Reboux  
 Madame Alfred Reboux

# Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix-Tourcoing et de la Région

C'est la publicité qui fait vendre!  
 Comment voulez-vous que le public devine ce que vous vendez si vous ne le lui dites pas? Les journaux le disent pour vous.

## Le président de la République à Roubaix et à Lille



M. ALBERT LEBRUN (Ph. Stella-Pressa.)

(Lire, page 3, le programme de la visite présidentielle.)

## LE « THÉTIS » N'EST PLUS QU'UN IMMENSE CERCUEIL qui recèle quatre-vingt-dix-huit cadavres

On pense que les naufragés n'ont pu quitter le bord par suite d'une avarie survenue à la porte de la chambre de départ



Femmes, mères, sœurs et enfants des naufragés, dans l'angoisse que l'on devine, attendent des nouvelles à la capitainerie du port de Birkenhead.

Londres, 3 juin. — Les équipages des remorqueurs et des pontons demeurés sur les lieux du naufrage du sous-marin « Thétis » tentent actuellement de remettre celui-ci dans une position horizontale à l'aide de cylindres à air comprimé afin de pouvoir le remorquer ensuite jusqu'à la côte, mais l'avant du navire paraît toujours profondément enfoncé dans la boue.  
 D'autre part l'un des marins qui ont assisté au sauvetage du capitaine Oram, commandant de la flotille à laquelle devait être affecté le « Thétis », et qui est lui-même un des rescapés, croit qu'il est très improbable que les débris coupés qui ont été entendus par les scaphandriers samedi vers 2 h. du matin, aient été frappés par des survivants. Il s'agit plutôt, à son avis, du bruit fait par des pièces de métal et des matériaux divers qui heurtaient les parois en raison du balancement du sous-marin.

(Lire la suite page 2.)

## LE PRÉTEXTE DE DANTZIG

### L'enjeu du litige est la suppression de la Pologne par l'Allemagne

par ERNEST PEZET, député, vice-président de la Commission des affaires étrangères

En 1919, lors des controverses sur le tracé des frontières polono-prussiennes, une question essentielle permit de trancher le débat: Dantzig faisait-elle vraiment, et depuis longtemps, partie intégrante, économiquement, de la Poméranie polonaise ou de la Prusse orientale allemande?  
 Les Allemands eux-mêmes durent admettre l'affirmative: Dantzig faisait partie depuis toujours du domaine économique de la Poméranie polonaise. La géopolitique avait, là, primé de tout temps l'ethnographie et la politique.  
 Placée à l'embouchure de la Vistule, le fleuve national polonais par excellence, tête de ligne des deux grandes voies ferrées venant de Cracovie par Poznan, et de Lwow par Varsovie, débouché naturel de toute l'activité commerciale et industrielle (importations et exportations) de la Pologne russe, Dantzig avait été, pendant des siècles, le seul port du royaume de Pologne et de tout cet hinterland qui, au dire de M. Zizhm, président du Sénat dantzigois, s'étendait, avant le partage, à l'Est, jusqu'à la Dvina et au delà du Dnieper, et au Sud, jusqu'à la mer Noire.  
 Les germanophiles anglais les plus décidés à favoriser l'Allemagne, durent en convenir. Après avoir éliminé le rattachement soit à la Pologne, soit au Reich, on finit par se résoudre au compromis d'un petit Etat libre avec Dantzig pour capitale, complètement indépendant de l'empire allemand, gouverné par un Sénat élu placé sous l'égide et

la surveillance de la S.D.N. représentée sur place par un haut-commissaire. (Art. 100 à 108 du traité de Versailles).  
 Politiquement, l'Etat libre de Dantzig fut placé sous l'égide de la S.D.N. Economiquement, il fit partie de l'Union douanière polonaise: l'Etat polonais prit en mains ses chemins de fer, reçut le droit d'user librement du port, voire même d'y installer, dans une zone proprement polonaise — le Westerplatte, — du matériel de guerre et une petite garnison. Dantzig n'appartint pas à la Pologne, mais redevint son port naturel. Solution bâtarde qui ne pouvait guère être meilleure, les principes ethnique, historique et économique se heurtant irrésolublement.  
 Et le couloir faussement dit de Dantzig? A la vérité, ce couloir n'est autre que la Poméranie, vieille province de l'ancien royaume de Pologne, habitée aujourd'hui comme autrefois par une population polonaise et dont le retour à la Pologne, au nom du droit historique et du principe ethnique accordés, était nécessaire et équitable.

(Lire la suite page 2.)

## Richard Strauss...



(P. N.Y.T.)  
 ...vient d'avoir soixante-quinze ans. Voici l'auteur de tant d'opérettes et de célèbres valses viennoises avec son petit-fils.

## L'ÉLABORATION DU PACTE TRIPARTITE

### Le gouvernement soviétique propose quelques amendements au projet franco-britannique, notamment l'octroi aux Etats baltes d'une garantie que ceux-ci ne demandent pas

A Paris, on estime que l'accord définitif devrait être réalisé sans grandes difficultés

La réponse du gouvernement soviétique au projet franco-britannique d'accord tripartite fait l'objet d'une étude attentive des services compétents du Quai-d'Orsay et du Foreign Office. Au début de la semaine prochaine, après le retour à Londres de M. Chamberlain et de Lord Halifax, les échanges de vues reprendront entre les gouvernements français et britannique en vue de la mise au point de l'accord définitif.  
 Dans les milieux diplomatiques français, on observe une grande discrétion sur la teneur de la réponse du gouvernement soviétique, puisqu'elle concerne des négociations en cours. On précise, néanmoins, que la note du gouvernement de Moscou comporte une acceptation de principe du projet franco-britannique mais qu'elle suggère un certain nombre d'amendements.  
 Le gouvernement soviétique demande notamment la suppression de la référence à l'esprit de la S.D.N. que comportait le projet franco-britannique. Les dirigeants de l'U.R.S.S. craignaient en effet, que cette référence, qui cependant n'impliquait pas l'application de la procédure de l'article 16, pût soulever des divergences d'interprétation.  
 On estime, tant à Paris qu'à Londres, qu'une formule pourrait être inévitablement trouvée sur ce point. Il en serait de même en ce qui concerne les objections élevées par le gouvernement soviétique aux consultations prévues à l'article 4 du projet franco-anglais.  
 Le point le plus délicat des négociations semble résider dans la question de l'extension de la garantie aux Etats baltes. Le gouvernement de Moscou désire que la France et la Grande-Bretagne accordent aux Etats baltes limitrophes de la Russie la garantie qu'ils ont consentie à la Pologne, à la Roumanie et à la Turquie. Or, la Finlande, la Lettonie et l'Estonie ont le souci de garder, en cette matière, leur pleine liberté d'appréciation et la responsabilité de leurs décisions.  
 Au surplus, on pense à Paris qu'il ne s'agit là que d'un aspect secondaire du problème qui fait l'objet des négociations en cours. En effet, au point de vue stratégique, on conçoit mal une agression contre l'U. R. S. S. prenant pour base uniquement les pays baltes.  
 On souligne dans les milieux diplomatiques français que la réserve formulée par le gouvernement de l'U. R. S. S. n'affecte pas la substance de l'accord de principe déjà réalisé. Les gouvernements anglais et français, au cours des négociations qui se sont déroulées depuis plus de deux mois, ont déjà fait preuve du plus large esprit de compréhension. L'entente était réalisée sur le point fondamental de la résistance mutuelle, la mise au point des stipulations secondaires de l'accord dans le cadre du projet franco-britannique ne devrait pas soulever de grandes difficultés.

## Les ex-souverains d'Albanie vont résider à Versailles

Versailles, 3 juin. — Le château de la Maye est prêt à recevoir l'ex-roi Zogou d'Albanie.  
 Avec lui arrivent la reine Géraldine et leur fils qui n'a pas deux mois.  
 Le roi Zog va retrouver sa sœur, la princesse Sényé, mariée au prince Habid, fils d'un sultan et son neveu, le prince Salih, ancien élève de Saint-Cyr, officier de notre Ecole de guerre.  
 Les souverains d'Albanie chassés par les Italiens resteront plusieurs mois à Versailles.



Le château de la Maye. (Ph. Franco-Pressa.)

## LE CONGRÈS RÉGIONAL DES SOUS-OFFICIERS DE RÉSERVE

### Un magnifique défilé de troupes, à Roubaix



Le défilé d'une compagnie du 43<sup>e</sup> R.I. Grand'Place. (Ph. J. de Bx.)  
 Grandjean, secrétaire général, pour prendre place sur les degrés de l'hôtel de ville et assister au défilé.  
 On notait la présence des généraux de Camas, commandant la subdivision d'infanterie, et Trancart, commandant l'artillerie divisionnaire; les colonels Lapenne, commandant la P.M.I.C.R.; Eudes, de l'artillerie divisionnaire; le lieutenant-colonel Meyer, du 43<sup>e</sup> R.I., et de nombreux officiers d'active et de réserve, ces derniers entourant le lieutenant-colonel Robyn et une importante délégation du Cercle militaire.  
 (Lire la suite page 3.)

## De grandioses cérémonies ont lieu aujourd'hui à Domrémy, en l'honneur de Jeanne d'Arc

« Je ne peux exprimer l'émotion que je ressens à fouler le sol de la France qui est encore celui de ma patrie... », déclare le cardinal de VILLENEUVE, archevêque de Québec, légat pontifical.  
 « Comme Jeanne d'Arc, la France n'est appelée à combattre que pour rétablir la paix. »



Le cardinal Villeneuve, à son arrivée à Paris, est accueilli par Mgr Valerio Valeri, nonce apostolique (à sa droite), M. Champetier de Ribes, ministre des Pensions (derrière Mgr Valeri) et M. Loré, chef du protocole (à sa gauche). (Ph. Franco-Pressa.)

## M. DALADIER parlera aujourd'hui devant le Comité exécutif du parti radical

SON DISCOURS SERA RADIODIFFUSÉ  
 Paris, 3 juin. — Le Comité exécutif du Parti radical-socialiste, tiendra dimanche, à 15 heures, au Palais de la Mutualité, sa réunion trimestrielle.  
 L'ordre du jour est peu chargé: Politique générale, questions diverses.  
 La réunion n'en revêtira pas moins une particulière importance, du fait que M. Daladier saisira cette occasion pour faire le point de la situation intérieure et extérieure dans un discours qui sera radiodiffusé et qui aura sans doute le même retentissement que l'appel que le chef du gouvernement a récemment adressé au pays.  
 Une compagnie de la garde républicaine, avec drapeau, rendait les honneurs dans le grand hall de la gare.  
 Le légat pontifical, qui a été mis à son arrivée par Mgr Valerio Valeri, nonce apostolique et M. Champetier de Ribes, ministre des Pensions, est parti pour Vittef, première étape de son voyage en Lorraine à 11 h. 35.  
 Il a reçu les journalistes dans son wagon au cours de son voyage.  
 « Je ne puis exprimer, a-t-il déclaré, l'émotion que je ressens à fouler le sol de la France qui est encore celui de ma patrie. Je suis très touché de l'accueil que m'a fait ce matin à Paris, la France officielle. Je veux souligner le mystère de la réunion du vieux-sang français qui coule dans mes veines avec le vôtre. Je m'adresse par vous au peuple français comme je m'adresserai à mon propre peuple, comme à ceux de ma propre famille bien que des siècles nous séparent. Nous sommes à l'heure de la haute portée de ces fêtes qui évoquent quelque chose de si beau dans l'histoire de France. Ces fêtes ont plus qu'une dimension, c'est une façon d'insister et